



Traduction française non officielle

**AFFAIRE INTÉRESSANT :
LES RÈGLES VISANT LES COURTIER EN ÉPARGNE COLLECTIVE**

ET

KEVIN KENNETH MCKNIGHT

ENTENTE DE RÈGLEMENT

PARTIE I – INTRODUCTION

1. L'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI)ⁱ publiera un avis d'audience de règlement annonçant qu'un jury d'audience tiendra une audience de règlement en vue de déterminer si, en vertu de la Règle 7.4.4 des Règles visant les courtiers en épargne collective et des Règles 14 et 15 des Règles de procédure des courtiers en épargne collective (les Règles de procédure), il devrait accepter l'entente de règlement conclue entre le personnel de la mise en application et Kevin Kenneth McKnight (l'intimé).

PARTIE II – RECOMMANDATION CONJOINTE DE RÈGLEMENT

2. Le personnel de la mise en application et l'intimé recommandent conjointement que le jury d'audience accepte l'entente de règlement selon les modalités exposées ci-après.

PARTIE III – FAITS CONVENUS

3. Pour les besoins de l'entente de règlement, l'intimé convient des faits exposés dans la partie III.

L'historique de l'inscription

4. L'intimé est inscrit dans le secteur des valeurs mobilières depuis juillet 1996 environ.
5. Du 1^{er} juillet 2021 au 30 décembre 2023, l'intimé était inscrit en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario à titre de représentant de courtier

au sein d'Investia Financial Services Inc. (Investia), courtier membre de l'OCRI (auparavant un membre de l'ACFM).

6. Le 30 décembre 2023, l'intimé a démissionné de son poste à Investia.
7. Depuis le 25 janvier 2024, l'intimé est inscrit en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et au Québec comme représentant de courtier au sein de Designed Securities Ltd. (Designed Securities), courtier membre de l'OCRI¹.
8. Durant la période des faits reprochés, l'intimé exerçait ses activités dans la région de Regina, en Saskatchewan.

Les formulaires de compte présignés

9. Durant la période des faits reprochés, les politiques et procédures d'Investia interdisaient aux représentants de courtier d'obtenir, de détenir ou d'utiliser des formulaires de compte présignés vierges ou incomplets.
10. Entre le 2 février 2017 et le 21 septembre 2021, l'intimé a obtenu et eu en sa possession 18 formulaires de compte présignés relativement à 13 clients et, dans la plupart des cas, a utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations. Dans tous les cas sauf deux, l'intimé a soumis les formulaires au courtier membre en vue d'effectuer des opérations.
11. Les formulaires de compte présignés sont les suivants :
 - (i) un formulaire de renseignements sur le client;
 - (ii) cinq fiches d'ordre;
 - (iii) trois formulaires d'instructions systématiques;
 - (iv) quatre formulaires de demande de retrait;
 - (v) deux formulaires de régime enregistré d'épargne-études;
 - (vi) un formulaire d'ouverture de compte;
 - (vii) deux formulaires de modification de renseignements non financiers.

¹ L'intimé est aussi inscrit comme représentant de courtier au sein de Designed Securities dans les Territoires du Nord-Ouest depuis le 4 mars 2024.

Les formulaires de compte modifiés

12. Durant la période des faits reprochés, les politiques et procédures d'Investia interdisaient aux représentants de courtier de modifier ou de corriger tout renseignement figurant sur des formulaires de compte sans que le client ait paraphé les modifications pour montrer qu'il les avait autorisées.
13. Entre le 1^{er} novembre 2017 et le 1^{er} avril 2022, l'intimé a modifié 19 formulaires de compte relativement à 21 clients en y changeant des renseignements sans que les clients aient paraphé les modifications pour montrer qu'ils les avaient autorisées, et a utilisé ces formulaires pour effectuer des opérations.
14. Les formulaires de compte modifiés sont les suivants :
 - (i) un formulaire d'instructions systématiques.
 - (ii) sept formulaires d'instructions concernant des ordres;
 - (iii) quatre formulaires de saisie d'ordre;
 - (iv) un formulaire d'autorisation de transfert;
 - (v) un formulaire de retrait;
 - (vi) trois formulaires d'ouverture de compte;
 - (vii) deux formulaires de régime enregistré d'épargne-retraite.
15. Les modifications que l'intimé a apportées aux formulaires de compte comprenaient des changements aux renseignements suivants : sélection des fonds; montants des placements; instructions de placement; noms, descriptions, codes et numéros de fonds; renseignements sur les frais de fonds; renseignements sur la connaissance du client; renseignements sur la valeur nette et le revenu des clients; types de régimes; numéros de compte; et dates.

Les formulaires de compte traités au moyen de codes de représentant conjoints

16. Durant la période des faits reprochés, l'intimé et d'une à trois autres personnes autorisées qui étaient inscrites comme représentants de courtier auprès d'Investia utilisaient les

mêmes codes de représentant conjoints pour gérer collectivement des comptes de clients d'Investia.

17. L'une des politiques d'Investia exigeait que toutes les personnes autorisées utilisant le même code de représentant conjoint signent certains documents de compte traités au moyen du code de représentant conjoint. L'objectif de cette politique était de s'assurer que, peu importe la personne autorisée ayant rencontré le client et rempli le formulaire de compte, les autres personnes autorisées utilisant le même code de représentant conjoint étaient tenues de signer les formulaires en tant que conseillers au dossier.
18. En raison de la politique d'Investia relative aux codes de représentant conjoints et de la conduite de l'intimé décrite ci-dessus concernant les formulaires de compte présignés et modifiés, l'intimé a obtenu et eu en sa possession 35 formulaires de compte (présignés par les clients ou dont les renseignements ont été modifiés sans l'obtention de la signature des clients) et a utilisé ces formulaires, qui avaient été signés par lui et l'une ou plusieurs des autres personnes autorisées, pour effectuer des opérations.

L'enquête d'Investia

19. En octobre 2022, au cours d'un examen en succursale, Investia a découvert certains des formulaires de compte présignés et modifiés mentionnés ci-dessus. Par conséquent, la société a effectué un examen complet des dossiers de clients tenus par l'intimé et a découvert les autres formulaires de compte présignés et modifiés.
20. Dans le cadre de son enquête sur la conduite de l'intimé, Investia a envoyé des lettres d'audit aux clients touchés ainsi que des copies de leur historique des opérations et des renseignements sur la connaissance du client, afin de déterminer l'exactitude des renseignements et de savoir si les opérations avaient été autorisées ou non. Aucun client n'a fait part de plaintes ou de préoccupations à Investia.
21. Le 21 novembre 2022, Investia a soumis l'intimé à une surveillance stricte jusqu'au 31 janvier 2023. La société a indiqué qu'aucune préoccupation ou aucun autre problème n'avait été soulevé pendant la surveillance stricte de l'intimé.

22. Le 5 mai 2023, Investia a transmis à l'intimé une lettre de mise en garde concernant la conduite décrite dans l'entente de règlement.

Les autres facteurs

23. L'inscription de l'intimé chez Designed Securities, l'employeur actuel de ce dernier, est assujettie à des conditions. L'intimé fait l'objet d'une surveillance étroite, et Designed Securities prépare des rapports de surveillance mensuels sur ses activités de vente et ses opérations avec les clients.
24. L'intimé n'avait jamais été visé par une instance disciplinaire de l'ACFM ou de l'OCRI auparavant.
25. Aucun client n'a déposé de plainte auprès de l'OCRI ou d'Investia concernant la conduite de l'intimé.
26. Rien n'indique que des clients ont subi des pertes financières, ou que les opérations sous-jacentes n'ont pas été autorisées.
27. En concluant l'entente de règlement, l'intimé a épargné à l'OCRI le temps, les ressources et les dépenses associés à la tenue d'une audience contestée portant sur les allégations.

PARTIE IV – CONTRAVENTIONS

28. Du fait de la conduite décrite ci-dessus, l'intimé a commis la contravention suivante aux exigences de l'OCRI :
- (i) Entre le 2 février 2017 et le 1^{er} avril 2022, il a manqué à ses obligations relatives à la signature de documents associés aux comptes de clients, ce qui a donné lieu à la collecte, à la possession et à l'utilisation de formulaires de comptes de clients présignés et modifiés, en contravention à la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective.

PARTIE V – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

29. L'intimé accepte les sanctions et les frais suivants :

- (i) le paiement d'une amende de 20 000 \$ en fonds certifiés, en vertu de l'alinéa 7.4.1.1 b) des Règles visant les courtiers en épargne collective;
 - (ii) le paiement en fonds certifiés d'une somme de 3 000 \$ au titre des frais, en vertu de la Règle 7.4.2 des Règles visant les courtiers en épargne collective;
 - (iii) le respect de la Règle 2.1.1 des Règles visant les courtiers en épargne collective à l'avenir;
 - (iv) la présence à l'audience de règlement à la date prévue.
30. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement, l'intimé s'engage à payer les sommes susmentionnées immédiatement après cette acceptation, à moins que le personnel de la mise en application et l'intimé ne conviennent d'un autre délai.

PARTIE VI – ENGAGEMENT DU PERSONNEL

31. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement, le personnel de la mise en application ne prendra pas d'autre mesure contre l'intimé relativement aux faits exposés dans la partie III et aux contraventions énoncées à la partie IV de l'entente de règlement, sous réserve du paragraphe ci-après.
32. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement et que l'intimé ne se conforme pas aux conditions de celle-ci, le personnel de la mise en application peut engager une procédure contre l'intimé en vertu de la Règle 7 des Règles visant les courtiers en épargne collective. Cette procédure peut se fonder en partie sur les faits exposés dans la partie III.

PARTIE VII – PROCÉDURE D'ACCEPTATION DU RÈGLEMENT

33. L'entente de règlement est conditionnelle à son acceptation par le jury d'audience.
34. L'entente de règlement doit être présentée à un jury d'audience dans le cadre d'une audience de règlement tenue conformément aux articles 14 et 15 des Règles visant les courtiers en placement, ainsi que de toute autre procédure dont les parties peuvent convenir.
35. Le personnel de la mise en application et l'intimé conviennent que l'entente de règlement constituera la totalité des faits convenus présentés à l'audience de règlement, à moins que

les parties ne conviennent que des faits supplémentaires devraient y être présentés. Si l'intimé ne comparait pas à l'audience de règlement, le personnel peut communiquer des faits pertinents additionnels, sur demande du jury d'audience.

36. Si le jury d'audience accepte l'entente de règlement, l'intimé accepte de renoncer aux droits qu'il peut avoir, en vertu des Règles de l'OCRI et de toute loi applicable, à une autre audience, à un appel ou à une révision.
37. Si le jury d'audience rejette l'entente de règlement, le personnel de la mise en application et l'intimé peuvent conclure une autre entente de règlement, ou le personnel de la mise en application peut demander la tenue d'une audience disciplinaire sur le fondement des mêmes allégations ou d'allégations connexes.
38. Les modalités de l'entente de règlement sont confidentielles jusqu'à leur acceptation par le jury d'audience.
39. L'entente de règlement sera mise à la disposition du public lorsqu'elle aura été acceptée par le jury d'audience, et l'OCRI en publiera le texte intégral sur son site Web. L'OCRI publiera un avis et un communiqué portant sur les faits, les contraventions et les sanctions convenus dans la présente entente de règlement, ainsi que les motifs écrits de la décision du jury d'audience d'accepter la présente entente de règlement.
40. Si l'entente de règlement est acceptée, l'intimé convient qu'il ne fera pas personnellement et que personne ne fera non plus en son nom de déclaration publique incompatible avec celle-ci.
41. L'entente de règlement prendra effet et deviendra exécutoire pour l'intimé et le personnel de la mise en application à la date de son acceptation par le jury d'audience.

PARTIE VIII – SIGNATURE DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

42. L'entente de règlement peut être signée en plusieurs exemplaires, tous les exemplaires constituant ensemble une entente liant les parties.
43. Une signature électronique sera traitée comme une signature originale.

FAIT le 31 mars 2025.

« Témoin » _____
Témoin

« Intimé » _____
Intimé

« Tyler Beazer » _____
Tyler Beazer
Avocat de la mise en application, au
nom du personnel de la mise en
application de
l'Organisme canadien de
réglementation des investissements

L'entente de règlement est acceptée le 15 avril 2025 par le jury d'audience suivant :

« Richard Yaffe » _____
Président(e)

« Annette Stephens » _____
Membre représentant le secteur

« Greg Wiebe » _____
Membre représentant le secteur

ⁱ Si les dispositions visées aux présentes font partie des règles, statuts ou principes directeurs de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACFM) qui étaient en vigueur immédiatement avant la fusion de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et de l'ACFM et qui ont été incorporés dans les Règles visant les courtiers en épargne collective, le personnel de la mise en application cite les dispositions des Règles visant les courtiers en épargne collective.